

« Il va falloir prendre des mesures draconiennes à l'issue de la crise »



Sénateur Les Républicains, Patrick Chaize préside la Mission sur l'impact environnemental du numérique. Habitant dans l'Ain, un département rural, il défend l'installation de la fibre sur tout le territoire, une mesure qui prend tout son sens en période de confinement. Entretien.

Par Flora Sauvage

Flora Sauvage : Quelle est la situation sanitaire dans l'Ain ?

Patrick Chaize : L'épidémie de Covid 19 est en progression, le département de l'Ain est proche géographiquement de l'Italie, de la Haute Savoie et du Grand Est, des régions fortement touchées. Pour l'instant, 7 personnes sont décédées dans l'Ain et on dénombre 39 décès à l'échelle de la région Auvergne Rhône Alpes. Le but maintenant est d'enrayer le plus rapidement la courbe. J'ai bon espoir qu'avec les 15 jours de confinement et si on respecte les consignes, on puisse voir un impact positif sur l'évolution de l'épidémie.

Comment assurez-vous votre mission en tant que sénateur tout en respectant les mesures du confinement ?

P. C. : Depuis le début de cette période de confinement, mon combat pour le numérique prend tout son sens. J'ai mis en place le télétravail pour mes 3 collaboratrices et nous travaillons beaucoup en visioconférence. En tant que président de la Mission sur l'impact environnemental du numérique, nous avons suspendu toutes les auditions et nous avons mis en place un questionnaire pour continuer à alimenter nos travaux. On a lancé une

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/il-va-falloir-prendre-des-mesures-draconiennes-a-l-issue-de-la-crise-181482>

étude indépendante car nous disposons de très peu de données sur l'impact environnemental du numérique. Dans certaines études que j'ai pu consulter, il est dit que l'impact énergétique du numérique sur les émissions de gaz à effet de serre correspond à l'équivalent du trafic aérien. Ce qui coûte le plus en termes de conséquences pour l'environnement aujourd'hui ce ne sont pas les réseaux mais les terminaux comme les smartphones ou les tablettes. Pour un smartphone par exemple, 80 % de son impact environnemental est dû à sa fabrication, de l'extraction des minerais à l'assemblage final. Un smartphone c'est l'équivalent de 200 kilos de matière. Depuis le confinement, j'alerte sur la nécessité d'être vigilant : favoriser le wifi plutôt que la 4G et télécharger les films la nuit plutôt que les regarder en streaming. On doit aussi faire preuve de civisme sur le numérique dans cette période car on arrive à un point de rupture sur les réseaux. Je suis en lien avec les opérateurs ils sont actuellement surchargés dû à l'utilisation des réseaux très importante. Je milite depuis toujours pour la fibre optique, c'est la seule technologie pérenne et égalitaire à mes yeux.

Les mesures économiques proposées par le gouvernement à travers le PLFR, le gouvernement a promis 45 milliards d'aide aux entreprises, sont-elles adaptées à la situation actuelle ?

P. C. : Le Projet de loi de finances rectificative qui va être voté (qui a été voté) va nous mettre dans une situation économique très complexe. Je ne veux pas ajouter de la peur à la peur, mais je pense qu'il va falloir qu'on prenne des mesures draconiennes à l'issue de cette crise. C'est notre responsabilité collective. On a un discours qui n'est pas clair de la part du gouvernement. Il est trop tôt pour parler de nationalisations selon moi. Même s'il faudra bien sûr une solidarité nationale pour les entreprises en difficulté. Le cas par exemple d'Air France, une entreprise d'intérêt général qui assure un service public sera posé néanmoins. Je ne suis pas dogmatique sur cette question. Je suis également en contact avec la Fédération du bâtiment, ils sont dans le flou : faut-il travailler ou pas ? Doivent-ils maintenir les chantiers ? Mon rôle c'est de faire remonter les préoccupations auprès des ministres concernés afin d'obtenir des réponses.